

SÉBASTIEN BRETEAU

Un regard chinois sur la France



Nomade de la vie moderne, il partage son temps entre l'Asie, Paris, Londres et le reste du monde. Manifestement heureux de cette façon de vivre et de développer son entreprise, Sébastien Breteau n'en oublie pas pour autant la France...

Avant de s'envoler pour Hong Kong, il nous reçoit dans ses bureaux parisiens, face à l'Hôtel de Matignon, une situation stratégique, propice à la réflexion politique, puisqu'il y voit défiler tout ce que la France compte de manifestants. Des murs dépouillés qui mettent en valeur plantes et œuvres d'art contemporain. Il nous confirme que tout respecte ici les règles du feng shui, cette philosophie asiatique de l'aménagement des lieux, intérieurs et jardins. Sur les trois semaines qu'il s'apprête à passer en Asie, Sébastien Breteau consacra dix jours à la pratique du yoga et au développement personnel dans l'Himalaya. Dans ce calme, ce trentenaire dynamique déborde d'énergie et d'idées.

La France, il l'aime : il se dit attaché à son cadre de vie, apprécie la valeur humaine de ses habitants, reconnaît la qualité exceptionnelle de la formation de ses cadres, et salue encore un pays de culture ; mais il l'a quittée. C'était il y a dix ans. Fraîchement diplômé des Arts et Métiers et d'HEC, il a choisi Hong Kong pour un premier poste chez Sagem. Rapidement, il monte sa propre entreprise d'import-export, la première à introduire les tamagotchis en France. Il prend très vite la mesure de l'importance du contrôle-qualité, crée un service en interne, avant de revendre sa société, pour se consacrer exclusivement à l'inspection qualité et à la certification de produits en Asie.

Aujourd'hui, AsiaInspection, c'est 2 500 entreprises clientes dans 58 pays et 400 collaborateurs de 17 nationalités différentes. Ses plus : « un service flexible, rapide, rendu possible par une plate-forme Internet où chaque client gère son compte » ; et sur place, « des équipes réactives, toujours pluriculturelles ». L'ensemble affiche 250% de croissance sur les trois dernières années. Un beau succès comparé au climat de morosité pointé du doigt à la fin des années 1990 en France. « J'ai trouvé mon bonheur d'entrepreneur à Hong Kong et en Chine beaucoup plus que je n'ai pu le trouver ici. Ça fait mal de voir que le pays n'avance pas. Je suis triste, frustré de constater qu'aujourd'hui je suis plus reconnu, plus à l'aise, à l'international que dans mon propre pays ».

Contrôle-qualité en Chine

Alors quand il voit le fruit de ses efforts menacé par des réactions françaises malvenues sur le Tibet, Sébastien Breteau fulmine : « La Chine a mené une politique d'ouverture extraordinaire depuis vingt ans. Elle a réussi à moderniser son économie, à sortir du

tiers monde et à faire émerger une classe moyenne, le tout sans révolution, sans bain de sang, sans mafia. Tout n'est pas parfait, mais on devrait les encourager ». De fait, les réactions des autorités aux incidents parisiens du passage de la flamme olympique ne se sont pas fait attendre : les délais d'obtention des visas ont été allongés, leur période de validité drastiquement réduite de six mois à cinq jours, la pression psychologique est forte.

La France dans la concurrence internationale

La propension française à donner des leçons au monde n'est pas le seul défaut que pointe Sébastien Breteau : « La France n'a pas compris que, pour un entrepreneur, elle est aujourd'hui en concurrence avec d'autres états. AsiaInspection a été créée à Hong Kong, paradis des entrepreneurs qui a intégré depuis bien longtemps cette notion de concurrence fiscale des Etats. Certes, il y a moins de filets de sécurité, mais les hôpitaux et les services publics sont excellents et quand on gagne un million avec sa société, on a un million à réinvestir dans le business. En France, c'est 300 000. Est-ce qu'on ne pourrait pas avoir une politique fiscale qui soit un peu innovante, du type 'flat tax rate' ? 20% sur tout, les pauvres, les riches, les capitaux, les plus-values. De manière plus générale, il n'est pas normal que tous les acteurs de l'économie ne soient pas représentés au Parlement ».

Alors, s'engager lui-même ? Le CEO d'AsiaInspection n'y pense pas vraiment pour l'instant. Il faut dire que parmi ses propositions figure celle de réduire à 15 ans la durée des mandats électifs quels qu'ils soient, une façon d'obliger nos élus à mener une vraie carrière professionnelle soit avant, soit après leur vie politique. Cela lui laisse un peu de temps... ■